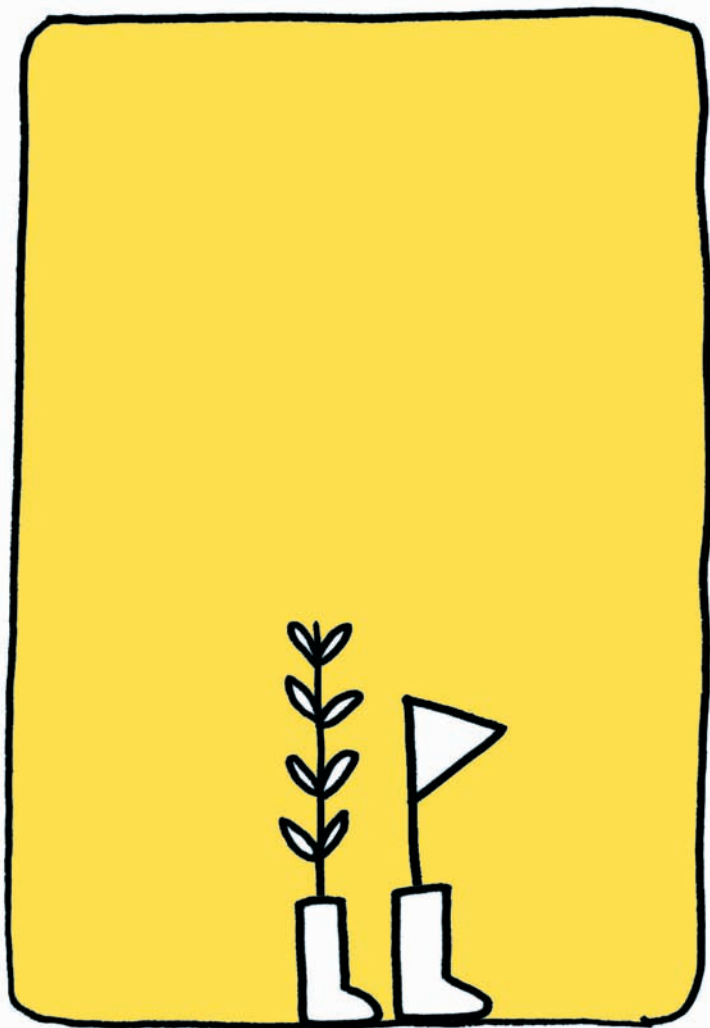


Changeons le système,
pas le climat!

PETIT GUIDE DE
L'ANTHROPOCÈNE



%
attac



A l'échelle planétaire, le mois de juin 2014 a été le plus chaud jamais enregistré, et l'année 2013 se place au sixième rang des années les plus chaudes jamais observées depuis le milieu du 19ème siècle. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la hausse de la température mondiale moyenne s'explique par la concentration croissante des gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère. Celle-ci a atteint en 2012 un niveau inégalé, et selon les premières estimations, un nouveau record de niveau d'émissions mondiales aurait été battu en 2013.

La croissance exponentielle de la concentration de ces gaz dans l'atmosphère est d'origine humaine : elle est le fruit de la combustion industrielle à très grande échelle d'énergies fossiles – charbon, pétrole, gaz... – ainsi que des émissions engendrées par l'agriculture industrielle et la déforestation. Une partie des gaz à effet de serre est absorbée par les océans, contribuant à leur acidification, par les êtres vivants et la nature. Le reste demeure et s'accumule dans l'atmosphère au fil du temps, atteignant aujourd'hui des concentrations sans précédent : les dérèglements climatiques, qui ont pour origine l'activité humaine, sont donc des processus enclenchés de manière irréversible.

Les pays ayant débuté leur industrialisation au 18ème et 19ème siècles sont responsables de près des trois-quarts de la concentration actuelle de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Toutes les sociétés industrielles et productivistes, à l'Est comme à l'Ouest, ont fortement accru leurs émissions après la Seconde guerre mondiale. Plus récemment, la globalisation économique et financière, le libre-échange débridé et la montée en puissance de pays qui empruntent la voie du développement productiviste et consumériste entretiennent cette augmentation.

La modification profonde et durable de notre planète, et en particulier du climat, du fait de l'activité humaine amène de nombreux scientifiques à considérer que nous sommes entrés dans une nouvelle ère géologique, qualifiée d'anthropocène. Les sociétés humaines, dont l'histoire courte se trouve aujourd'hui inextricablement liée à l'histoire longue de la planète Terre, font alors face à des difficultés et des défis considérables : c'est leur pérennité même qui est aujourd'hui menacée par un modèle de développement insoutenable.



Nous vivons les effets des dérèglements climatiques

A ce jour, la température mondiale moyenne a augmenté de 0,8°C par rapport à l'ère préindustrielle.

Les conséquences sont déjà palpables : les océans se réchauffent et s'acidifient, modifiant les écosystèmes et courants marins ; les glaciers andins, alpins et himalayens fondent ; les calottes glaciaires du Groenland et de l'Arctique se réduisent à peau de chagrin pendant l'été ; le niveau de la mer augmente et menace de nombreuses côtes et îles de la planète ; les saisons des pluies et des moussons sont profondément bouleversées et les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient et s'intensifient. En témoignent les terribles inondations et sécheresses qui ont touché ces dernières années le Pakistan, la Thaïlande, les pays de l'Est de l'Europe, les Etats-Unis, l'Afrique australe, l'Australie ou encore les ouragans Bhopa et Haiyan aux Philippines et Sandy en Haïti, à Cuba et aux Etats-Unis.

Au-delà de 2°C d'augmentation de la température moyenne globale, les scientifiques craignent un emballement climatique sans précédent auquel nos sociétés auraient de grandes difficultés à s'adapter. Selon un récent rapport de la Banque mondiale, une augmentation de la température moyenne globale supérieure à 4°C aurait des conséquences dramatiques : "inondation des villes côtières, menaces sur la production alimentaire menant à une hausse des taux de sous-

alimentation et de malnutrition ; désertification accrue des régions sèches, humidification accrue des régions humides ; vagues de chaleur sans précédent dans de nombreuses régions, en particulier sous les tropiques ; aggravation substantielle de la pénurie d'eau dans de nombreuses régions, augmentation de la fréquence des cyclones tropicaux de grande intensité ; perte irréversible de biodiversité, avec notamment la disparition des récifs coralliens”.

Dans un tel contexte, les dommages subis par la biodiversité et les écosystèmes réduiraient considérablement la capacité de la nature à assurer une série de fonctions écologiques pourtant essentielles à la vie humaine et la vie en général – sans qu'il ne soit possible d'y remédier par la technique ou d'hypothétiques nouvelles technologies. Les réseaux d'approvisionnement en eau potable, en énergie, en aliments pourraient être détériorés, les capacités à se protéger des maladies diarrhéiques, respiratoires et contagieuses seraient fortement réduites et la sous-alimentation et la malnutrition gagneraient encore du terrain. Selon les chiffres donnés par Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations unies, 300 000 personnes meurent chaque année des conséquences des dérèglements climatiques. Il pourrait y en avoir 100 millions d'ici 2030.

Une hausse de 2°C des températures pourrait entraîner une perte annuelle de l'ordre de 0,2 % à 2 % du produit économique brut mondial, selon les estimations

compilées par le GIEC. Sur le plan agricole, de nombreuses régions vont voir leur productivité s'effondrer tandis que la volatilité des prix agricoles sur les marchés mondiaux va s'accroître, menaçant tous les objectifs et programmes de sécurité et de souveraineté alimentaires. En 2006, le rapport Stern évaluait les coûts de l'inaction en matière de climat à 7 000 milliards de dollars, soit plusieurs points du PIB de l'économie mondiale. Le simple coût de submersion des zones côtières en raison de l'élévation du niveau des mers pourrait atteindre 300 milliards de dollars selon le GIEC. Après le passage des typhons Bhopa (2012) et Haiyan (2013), le gouvernement philippin indiquait que les coûts engendrés par chaque saison de typhons revenait à presque 5 % de la richesse produite annuellement par le pays.

Autant de raisons pour lesquelles il est absolument impératif de tout mettre en œuvre pour réduire d'urgence l'augmentation de la température moyenne globale, comme s'y sont engagés les chefs d'Etat et de gouvernement de la planète, aussi bien à Copenhague (2009), qu'à Rio (2012) et lors de nombreuses autres réunions internationales (G8, G20, etc).



Nous vivons à l'heure de la transition

Pour maintenir la hausse des températures sous le seuil des 2°C, il faudrait réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale de 40 à 70 % en 2050 par rapport à 2010. Il faut, pour ce faire, agir au plus vite : selon le GIEC, la consommation d'énergie doit être réduite, grâce à de nouvelles réglementations, à la modification des comportements, à l'amélioration rapide de l'efficacité énergétique (aussi bien dans la production d'énergie que dans son utilisation) et au triplement de la part d'approvisionnement en énergie renouvelable.

Cela suppose de revoir de fond en comble les niveaux et habitudes de consommation et de transport, les régimes alimentaires, plus généralement, les modes de vie des populations les plus riches de la planète. C'est une véritable transition écologique et sociale qui est à l'ordre du jour. Pour éviter une hausse des températures supérieure à 2°C – un objectif par bien des aspects insuffisant – il serait donc nécessaire de réduire très fortement les productions et consommations fortement émettrices de gaz à effet de serre et de programmer l'abandon progressif des énergies fossiles. Mais aussi de développer des alternatives de production et de consommation qui assurent les besoins des populations avec des solutions qui soient appropriées aux territoires dans lesquels elles vivent.

Ce n'est pas la voie vers laquelle se tournent les gouvernements et les négociations internationales sur le climat. Les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre que les pays s'engagent à atteindre en 2020, 2030, ou 2050 ne permettraient pas de limiter le réchauffement climatique global à moins de 2°C. Les gouvernements se sont donné pour objectif de trouver un accord, à la conférence de l'ONU sur le climat de 2015 à Paris, afin de déterminer les niveaux d'émission, de financement et les mécanismes de lutte contre les dérèglements climatiques pour l'après 2020. Pourtant rien n'indique que des engagements adéquats et contraignants seront pris d'ici là.

L'Union européenne, qui a longtemps revendiqué le rôle de championne de la lutte contre les dérèglements climatiques à l'échelle mondiale, ne propose aujourd'hui qu'un maigre objectif de 40% de réductions d'émissions d'ici à 2030, ce qui signifie repousser à plus tard l'essentiel des efforts pour atteindre une division par quatre de ses émissions d'ici à 2050. Entre temps, cela revient à maximiser la quantité de gaz à effet de serre qui va être accumulée dans l'atmosphère. Plus généralement, loin d'entamer une transition énergétique vers un modèle soutenable, l'Union européenne, à la demande de ses Etats-membres, est en train de mettre en œuvre une véritable contre-révolution énergétique en pariant sur une augmentation de son approvisionnement en énergies fossiles à travers les négociations commerciales transatlantiques et le développement des hydrocarbures fossiles non conventionnels, dont les gaz de schiste.



Nous ne voulons pas vivre à l'heure du capitalisme vert et de la géo-ingénierie

De nombreux gouvernements de la planète, parmi lesquels ceux des Etats-membres de l'Union européenne, ne s'empressent pas de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, et donc de lutter efficacement contre les dérèglements climatiques. Dans leur optique, les seules politiques climatiques envisageables sont celles qui ne remettent pas en cause les modèles de production et de consommation actuels. En 1992, lors du sommet de Rio, Georges Bush avait déclaré que "le modèle de vie américain n'est pas négociable". Désormais, la majorité des Etats refuse la mise en œuvre de politiques climatiques qui reviendraient à remettre en cause le "business as usual". Pour le dire autrement, la seule politique climatique possible serait celle qui ne remettrait pas en cause les objectifs de croissance économique et les intérêts des multinationales et du secteur financier.

Les dérèglements climatiques sont même souvent perçus comme de nouvelles opportunités économiques et financières. Il serait ainsi possible de rendre compatibles la croissance économique et la stabilisation du climat, à travers des concepts tels que le développement durable ou l'économie verte. Les forces économiques et les mécanismes de marché seraient les mieux à même de réguler le climat, qu'ils ont pourtant contribué à déstabiliser. A travers le Protocole de Kyoto,

qui prévoyait que les pays industriels réduisent de 5,2 % leurs émissions entre 1990 et 2012, des mécanismes de flexibilité ont ainsi été mis en place, afin de permettre aux entreprises de s'adapter et de conserver leur rentabilité et leur compétitivité.

Ces mécanismes visaient notamment à organiser un marché du carbone censé inciter les industriels à réduire leurs émissions et faciliter la substitution d'énergies renouvelables aux énergies fossiles. Pourtant, les résultats du marché carbone européen illustrent un échec patent qui a surtout bénéficié aux pollueurs tels qu'Arcelor Mittal et Lafarge. Surabondants, les droits d'émission délivrés gratuitement par les pays se négocient à quelques euros, n'ayant aucun effet incitatif. Leur vente constitue bien souvent un effet d'aubaine pour les industriels et une opportunité de spéculer avec la finance carbone. Par ailleurs, les mécanismes de compensation carbone permettent à ces mêmes industriels d'éviter de réduire leurs propres émissions en finançant des projets peu convaincants mais réputés vertueux en termes énergétiques, au Sud.

Dès 2007-2008, la crise financière aurait dû remettre en cause la capacité des mécanismes de marché à assurer la stabilité d'un bien commun quel qu'il soit. Pourtant, les processus visant à confier la gestion du climat et de la nature à des institutions financières telles que les banques, les assurances et les acteurs financiers, se poursuivent et s'étendent. La crise climatique est considérée comme un risque qui peut servir de support

ADHÉRER

A ATTAC

ça fait du lien par où ça passe...



Attac est une association financée par ses adhérent.e.s et animée par ses militant.e.s.

Elle se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde ; pour la prise de pouvoir par les citoyen.ne.s sur leur vie, la construction d'une démocratie active et pour la construction de convergences entre mouvements sociaux, au sein du mouvement altermondialiste.

Il existe des alternatives, pour une transition vers une société solidaire et respectueuse de la nature. Nous ne sommes pas condamné.e.s à subir les ravages de cette mondialisation et le cynisme des élites.

Attac est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action citoyenne.



Passez à l'Attac !

bulletin d'adhésion à renvoyer
avec votre règlement à :
Attac - service adhésions
60 643 Chantilly cedex

prénom	femme / homme
nom	
date de naissance	/ / tél.
adresse électronique	
adresse	
code postal	ville

J'adhère et verse pour l'année civile un montant de :

tranches de revenus mensuel
à titre indicatif

montant de la cotisation
abonnement à Lignes d'Attac inclus

0 à 450 €

13 €

450 à 900 €

21 €

900 à 1200 €

35 €

1200 à 1600 €

48 €

1600 à 2300 €

65 €

2300 à 3000 €

84 €

3000 à 4000 €

120 €

au delà de 4000 €

160 €

je verse en plus un don de

€

Chèque à l'ordre d'Attac.

Je ne souhaite pas que ces renseignements soient communiqués au comité d'Attac de ma ville ou département. Que vous cochiez ou non cette case, ces renseignements ne seront diffusés à aucune autre association. Elles font l'objet d'un traitement informatiques et sont destinées au secrétariat d'Attac. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Vous pouvez également adhérer en ligne :
www.france.attac.org/se-mobiliser-avec-attac

En adhérant à Attac, je m'implique dans un réseau de 10 000 adhérent.e.s qui agissent partout en France au sein de l'un de nos 150 comités locaux, je suis informé.e sur des sujets d'actualité et sur les actions menées par Attac et ses partenaires grâce à notre journal, *Lignes d'Attac* ; je participe à l'université d'été et aux mobilisations altermondialistes, des forums sociaux aux sommets alternatifs face au G20, à l'OMC, au FMI, à l'OTAN...

Vous voulez en savoir plus?
Posez-nous toutes vos questions
bienvenue@attac.org

Attac France
21 ter rue Voltaire 75011 Paris
01 56 06 43 60
www.france.attac.org



à la création de nouveaux outils assurantiels et financiers, comme les obligations catastrophe ou les dérivés climatiques. Le climat devient ainsi une pure abstraction sur la base de laquelle peut être créée une nouvelle classe d'actifs financiers et tirés de nouveaux revenus financiers.

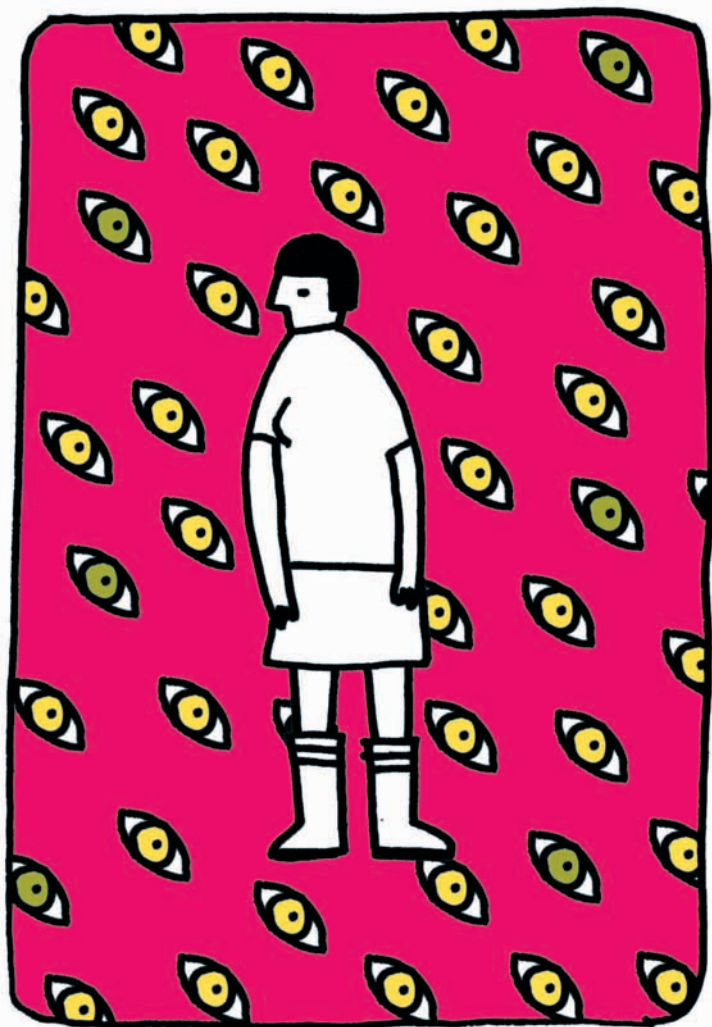
Cette vision du changement climatique comme opportunité économique et financière domine désormais. Accompagnant un affaiblissement de l'action publique et un important désinvestissement financier public, elle légitime la confiance inacceptable accordée aux lobbies industriels et financiers et la mainmise de ces derniers sur les instances onusiennes.

Au-delà du développement de nouveaux outils financiers censés assurer la coordination des actions des différents agents économiques, cette approche laisse penser que les solutions aux dérèglements climatiques sont d'ordre techno-scientifiques : les technologies "vertes" sont supposées se substituer aux technologies polluantes grâce à l'intervention des nouveaux instruments de marché qui les rendent attractives ; et permettre ainsi la poursuite de la croissance économique tout en assurant une diminution des émissions de gaz à effet de serre. Cette approche est infirmée par les faits, pourtant elle reste prépondérante auprès des décideurs.

L'option techno-scientifique va au-delà de ces technologies vertes. Quelques scientifiques, industriels et magnats de la finance caressent le rêve prométhéen

de rendre la planète “intelligente” face au climat. Ils promeuvent des solutions techno-scientifiques qui vont des nouvelles modifications du vivant à des pratiques de géo-ingénierie, en passant par la biologie synthétique.

En matière agricole, il s’agit par exemple de maximiser les capacités de stockage du carbone par les sols et les forêts à travers de nouvelles semences OGM et de nouvelles technologies agricoles et forestières. A l’autre bout de la chaîne, la géo-ingénierie consiste à manipuler le climat à grande échelle à travers l’ensemencement en fer des océans pour maximiser la captation du carbone ou à travers la pulvérisation de soufre dans la stratosphère pour réduire l’effet du rayonnement solaire. Alors qu’un moratoire sur ces techniques a été établi par les Nations unies lors de la Convention sur la biodiversité en 2010, des expérimentations et des recherches sont menées.



Pour vivre bien, changeons de système

L'extension du pouvoir des marchés financiers, l'emprise croissante des multinationales sur les espaces de régulation nationale et internationale et la confiance accordée à des technologies dangereuses transforment la nature en un nouveau terrain de jeux au profit des élites de la planète, ces fameux 1% dénoncés par les mouvements Occupy. Une partie d'entre eux nie l'origine humaine du réchauffement climatique tandis que l'autre refuse toute politique ambitieuse en la matière, et cherche à tirer bénéfice de la situation. Cela montre combien les objectifs de transition écologique et sociale se confrontent à des intérêts divergents et qu'il n'existe pas une communauté d'intérêt et de destin qui abolirait les catégories de responsables et de victimes : non, la transition écologique et sociale ne sera pas le fruit d'un consensus général gagnant-gagnant !

A l'image des principes qui fondent les négociations de l'ONU sur le climat, il existe une responsabilité commune, mais différenciée, face aux dérèglements climatiques. Quelle que soit l'urgence de la situation, chacun.e n'est pas également responsable de la mise en œuvre des politiques de transition écologique et sociale. Pour le dire autrement, nous sommes certes entrés dans l'anthropocène, pour autant nous ne sommes pas tous coupables. Le secteur de l'énergie fossile, par exemple, cette "industrie voyou" dénoncée notamment dans le nouveau livre de Naomi Klein, doit être mise à

l'index et combattue. L'industrie pétrolière, les promoteurs de l'extraction des hydrocarbures de schiste sont clairement en première ligne ; leurs investissements inconséquents et insoutenables justifient qu'ils soient pris pour cibles par les mouvements en faveur de la transition écologique et sociale, à travers des pratiques, parfois massives, de désobéissance civile.

Au fil des années, les multinationales et le secteur financier, à travers leur lobbying auprès des institutions internationales et des différents gouvernements, se sont vus attribuer des droits et responsabilités tels qu'ils peuvent désormais influencer sur l'avenir de la planète et de la population mondiale en totale impunité. Il en résulte un système économique injuste visant à poursuivre une croissance sans fin, à concentrer la richesse dans les mains de quelques-uns et à surexploiter la nature et les populations jusqu'à l'épuisement. Lutter contre cette surexploitation c'est s'attaquer aux causes profondes du changement climatique, qui n'est pas seulement un problème environnemental.

“Changer le système, pas le climat” ne se fera pas du jour au lendemain. Ni dans la facilité. Cela implique notamment de laisser plus de deux tiers des réserves d'énergies fossiles dans le sol et de mettre fin à la domination des formes d'organisation économique tournées vers la compétitivité internationale et la maximisation des parts de marché à l'exportation. “Changer le système, pas le climat” exige donc

que l'OMC et les accords de libre-échange, qui fondent la mainmise mondiale des entreprises transnationales et des banques, soient démantelés.

Nous avons au contraire besoin de systèmes économiques fondés sur un contrôle démocratique des politiques, des ressources, des financements et des moyens de production, sur une répartition juste et équitable du travail (y compris le travail des migrants), sur les droits des femmes et des populations indigènes et le respect de la souveraineté des populations. Cela nécessite par exemple de promouvoir un système agricole qui assure la souveraineté alimentaire et de soutenir le développement des économies locales soutenables contribuant à l'égalité et à la protection des ressources naturelles.

Dans cette optique, il existe des propositions qui contiennent déjà des éléments clés nécessaires pour construire de nouvelles alternatives systémiques comme le Buen Vivir, la défense des communs, le respect des territoires indigènes, les droits de la Nature, la souveraineté alimentaire, la prospérité sans la croissance, la dé-globalisation, etc. Aucun de ces paradigmes de transformation sociale et écologique n'a de prétention universelle et hégémonique tant les politiques de transition doivent être adaptées aux territoires, aux histoires et aux besoins des populations, tout en respectant les grands équilibres écologiques et sociaux planétaires. Mais tous sont des chemins alternatifs à ce monde insoutenable.

Atmosphère...
atmosphère!
est-ce que j'ai une
gueule à m'laisser
faire ?



Conclusion

Depuis 1992 et le sommet de la Terre à Rio de Janeiro, les 192 chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la planète se réunissent lors des conférences de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) afin de prendre des engagements communs pour faire face aux dérèglements climatiques. Depuis la conférence de Copenhague de 2009, les Etats les plus puissants ont affaibli les principes de responsabilité commune mais différenciée et d'engagements contraignants qui introduisent des critères de justice dans les négociations. Ils refusent de s'engager sur de véritables politiques de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et rechignent à débloquent des fonds publics ; les fonds engagés pour le climat sont ridicules comparés aux financements alloués au subventionnement des énergies sales ou au sauvetage des banques et du système financier. La conférence des Nations unies sur le changement climatique qui aura lieu à Paris fin 2015 va-t-elle changer la donne ? Rien n'est moins sûr.

La crise climatique est déjà une réalité, qui exige que l'on articule les luttes et mouvements sociaux, démocratiques et écologiques. Les luttes se mènent sur tous sur les fronts, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des négociations sur le climat, mais elles ont besoin de suivre une stratégie commune avec pour objectif de modifier profondément le système pour stopper les dérèglements climatiques. Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des négociations, il faut mettre fin au "business as usual" et à la mainmise du secteur privé sur la planète et ses ressources, en dénonçant l'inaction de nos gouvernements. Pour modifier profondément ce système il est également crucial de renforcer nos luttes concrètes et expériences alternatives sur le terrain. Le temps des faibles stratégies, des demi-mesures ou des promesses vides qui conduisent à perpétuer les activités des pollueurs, est dépassé.

Si nous voulons récupérer notre avenir, nous devons changer le présent – changer le système et non le climat !



A lire

La nature n'a pas de prix.

Les méprises de l'économie verte.

Attac, éditions Les liens qui libèrent, 2012

Le temps du monde fini, vers l'après capitalisme

Geneviève Azam

éditions les Liens qui libèrent, 2012

L'évènement anthropocène, la Terre, l'histoire et nous

Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz

éditions du Seuil, 2013

La contre-révolution énergétique de l'Union européenne. Décryptage.

Maxime Combes

<http://blogs.mediapart.fr/blog/maxime-combes/230114/la-contre-revolution-energetique-de-lunion-europeenne-decryptage>

La Nature est un champ de bataille

Razmig Keucheyan, éditions La Découverte, 2014

Les Apprentis sorciers du climat : raisons et déraisons de la géo-ingénierie

Clive Hamilton, éditions du Seuil, 2013

This Changes Everything – Capitalism vs. the Climate

Naomi Klein, à paraître septembre 2014

(2015 pour la version française)

Accord des peuples de Cochabamba

<http://pwccc.wordpress.com/2010/04/24/peoples-agreement/>

Déclarations à lire sur *france.attac.org*

Il est temps de mettre fin au marché du carbone européen.

Pour reprendre notre avenir en main, nous devons changer le présent ! Nos proposition pour “Changer le système, pas le climat” – FSM 2013.

Pour faire face à l’urgence climatique, il faut démanteler l’OMC et le régime de libre-échange.

Références

Les données de ce guide sont notamment issues des documents suivants:

Rapports du GIEC 2013 et 2014
<https://www.ipcc.ch/index.htm>

Publications de l’Organisation météorologique mondiale
www.wmo.int

Rapport de la Banque mondiale
http://climatechange.worldbank.org/sites/default/files/Turn_Down_the_heat_Why_a_4_degree_centrigrade_warmer_world_must_be_avoided.pdf

Paris Climat 2015

AVIS de grande chaleur humaine !

Après Lima en décembre 2014, la prochaine Conférence des Nations unies sur le climat aura lieu du 30 novembre au 11 décembre 2015 à Paris – Le Bourget. Attac fait partie d'une large coalition d'organisations françaises mobilisées dans la perspective de cette conférence, la Coalition COP21.

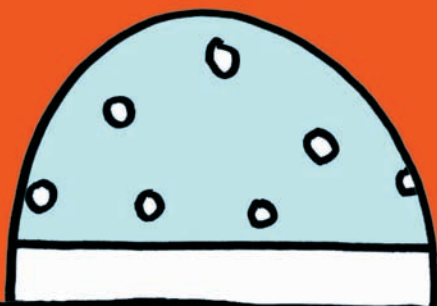
Mobilisez-vous avec Attac !

Faisons entendre nos voix en réaffirmant qu'un accord à minima ne sera pas suffisant face aux dérèglements climatiques : c'est le système qu'il faut changer, pas le climat.

Vous pouvez commander d'autres exemplaires de ce petit guide pour les diffuser autour de vous en envoyant un mail à materiel-militant@attac.org (frais de port uniquement).

Consultez le site internet www.france.attac.org afin d'être informé.e des prochaines échéances de mobilisation et inscrivez-vous à la lettre d'information

Si vous souhaitez recevoir des informations et vous impliquer dans la préparation des mobilisations à l'occasion de la COP21, envoyez un mail à cop21@attac.org



maquette et illustrations:
Stéphane Dupont et Charlotte Planche
impression: Stipa
édité par Attac France
août 2014

Attac France
21^{er} rue Voltaire
75011 Paris
www.france.attac.org